



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉEA/C.4/46/L.6
6 novembre 1991

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-sixième session
QUATRIÈME COMMISSION
Point 100 de l'ordre du jour

ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS ECONOMIQUES ET AUTRES,
QUI FONT OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS
DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER
LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION
RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE

Congo : amendements au projet de résolution figurant
au paragraphe 12 du chapitre IV du document A/46/23
(Partie III)

1. Page 6 : remplacer le huitième alinéa du préambule par le texte suivant :

Gravement préoccupée de constater que certains pays, certaines sociétés transnationales et certaines institutions financières internationales ont maintenu leurs relations avec l'Afrique du Sud,

2. Page 6 : remplacer le neuvième alinéa du préambule par le texte suivant :

Considérant que l'imposition de sanctions internationales a joué un rôle crucial et décisif, en exerçant les pressions nécessaires sur le régime sud-africain pour l'amener à prendre des mesures substantielles en vue de l'élimination de l'apartheid,

3. Page 7 : remplacer les paragraphes 6, 7 et 8 par le texte suivant (par. 13 de la résolution 45/176 A de l'Assemblée générale) :

6. Demande à tous les gouvernements de respecter pleinement l'embargo obligatoire sur les armes et prie le Conseil de sécurité de surveiller de près la stricte application de cet embargo;

et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

4. Page 8 : remplacer l'actuel paragraphe 16 (nouveau paragraphe 14) par le texte suivant :

14. Lance un appel aux médias, aux syndicats, aux organisations non gouvernementales et aux particuliers pour qu'ils poursuivent leurs efforts visant à mobiliser l'opinion publique mondiale contre le relâchement des mesures déjà prises contre le régime, afin d'accélérer l'évolution constitutionnelle;
